

l'islam

ralisation d'Internet à partir de 2005 ». Sans oublier les humiliations (« les causes exogènes », dit Ghaleb Bencheikh) : Abou Ghraïb, Guantanamo, et toutes les résolutions de l'ONU sur le conflit israélo-palestinien jamais appliquées.

S'agit-il d'un problème politique et non religieux ? Pas si sûr pour Ghaleb Bencheikh. « La probité me pousse à dire que si nous sommes arrivés à cette situation, du Nigeria à l'île de Jolo, de Boko Haram à Daesh, c'est que tout ceci a bien un rapport avec l'islam. Il n'y a pas que des charlatans chez les islamistes. Il y a aussi des savants qui ont perverti le message coranique ou qui s'abreuvent d'une littérature surannée. On assiste à un véritable abrasement de la raison. »

Un Luther musulman ?

Attend-on un Luther musulman ? « Non. Personnellement, je ne veux pas parler de réforme, je préfère l'idée d'une refondation », explique Ghaleb Bencheikh. Le théologien de l'islam le plus célèbre de France voit trois axes dans cette refondation : « Transgression, déplacement et dépassement. Il faut transgresser les tabous. On n'ose plus rien dire. Le déplacement, c'est savoir soumettre l'étude du sacré à

« Si nous sommes arrivés à cette situation de crise, de Boko Haram à Daesh, c'est que tout ceci a bien un rapport avec l'islam »

d'autres disciplines, telles que l'histoire, les sciences de l'homme, etc. Il faudra aussi dépasser les systèmes juridiques dont les fondements théologiques sont de plus en plus ébranlés. »

Avec quel résultat si la fondation Al-Kawakibi est à l'arrêt ou si des imams comme Farid Darrouf sont obligés de fuir leur mosquée ? « Je suis optimiste. Ce qui a été possible par le passé le sera encore », affirme Ghaleb Bencheikh. Mathieu Guidère l'est moins : « L'islam des pays du Sud-Est asiatique ne pose pas de problème. La question est politique. Il faudrait presque faire des référendums. La majorité des musulmans, d'après tous les sondages d'opinion, sont contre un islam coercitif, mais en même temps, ils ont été offensés par la sécularisation de la seconde moitié du XX^e

À NOTER

« Le soufisme est toujours en phase avec son temps. »

Évoquant « ce besoin de réactualisation », Hamid Demmou, président de l'Association internationale soufie Alâwiyya (AISA), vante un courant de pensée islamique « en lien avec le prochain et favorisant le dialogue interreligieux ».

À l'occasion du 100^e anniversaire de l'ordre soufi Alawi, Aisa organise un colloque intitulé « L'islam spirituel et les défis contemporains », gratuit et ouvert à tous, les 28 et 29 septembre, à la maison de l'Unesco, à Paris. Programme disponible sur : www.aisa-ong.org

siècle. Le paradoxe, c'est que ces modérés ne sont jamais visibles. »

Les femmes aussi doivent prendre leur part. Pour l'avocate Sonia Ben Mansour, spécialiste du droit de la famille, et qui prépare un livre traitant notamment du port du voile, « elles sont déjà présentes : en Arabie saoudite, où elles manifestent

pour pouvoir voyager à l'étranger sans l'autorisation de leur mari – ce qui est désormais possible. En Iran, où elles se découvrent afin de protester

contre l'obligation de porter le foulard islamique ». Elle déplore aussi certains clichés : « Une femme voilée peut très bien être aux commandes de son foyer et une femme non voilée soumise à son compagnon ou époux. Mais il est certain que des avancées doivent rapidement intervenir : comme l'abolition des institutions familiales de droit musulman telles que la polygamie ou la répudiation et l'obligation de porter le voile. »

Une œuvre de longue haleine. Tous les spécialistes de l'islam rappellent ce hadith du Prophète : « Au début de chaque siècle, Dieu envoie à cette communauté un réformateur pour adapter sa religion aux circonstances de son époque. » On est en 1436. Le temps presse. ■

ALEXANDRE MENDEL

ENTRETIEN. Pour Charles Saint-Prot, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques, l'erreur serait de penser que la réforme consiste à s'occidentaliser.

« Ni intégrisme, ni perte d'identité »

Pourquoi croit-on que la réinterprétation du Coran est un phénomène nouveau ?

Ce qui est nouveau, c'est le degré d'ignorance de l'islam et la récupération de la religion soit par des charlatans soit par des gens qui veulent l'instrumentaliser à des fins politiques. C'est donc la capacité des sociétés ou des communautés musulmanes à percevoir le vrai message de l'islam pour s'adapter au monde contemporain. Dès lors, la réforme doit concerner les esprits, les individus, et non l'islam lui-même, parce qu'il ne signifie pas inertie et sclérose, et encore moins extrémisme. Aujourd'hui, l'enjeu pour les musulmans est de concilier authenticité et progrès. Pour cela, il faut revenir aux sources fondamentales, le Coran et la Sunna (*hadiths*), pour prendre un nouvel élan afin d'apporter des réponses aux grands problèmes de l'humanité.

C'est le rôle de l'*ijtihad*, cet effort intellectuel créatif faisant appel à la raison humaine. Il s'agit de tirer des sources fondamentales les règles adaptées aux variations fluctuantes de la société, en prenant en considération l'intérêt public (*maslaha*), en premier lieu les objectifs supérieurs de la religion. Comme l'a écrit un grand penseur musulman, Mohammed Iqbal, l'*ijtihad* est « le principe de mouvement de la structure de l'islam » ; c'est cela le réformisme.

N'est-on pas un peu naïf d'imaginer, en particulier en France, qu'une réforme issue de l'Occident puisse rejaillir sur l'ensemble du monde musulman ?

Une première remarque : il n'y a pas d'islam de France, mais des musulmans vivant en France et qui n'ont bien entendu aucun impact théologique sur l'ensemble du monde musulman rassemblant plus d'un milliard six cents millions de croyants.

La seconde remarque est que l'Occident a une vision biaisée de l'islam dans la mesure où il ne veut voir que les excès lamentables d'une infirme minorité et les exagérations conservatrices de croyants, totalement ignorants de leur religion. C'est souvent le cas des musulmans en Europe qui, pour diverses raisons, se réfugient souvent dans des pratiques qui ne sont nullement prescrites par la religion. L'erreur serait de penser que la réforme consiste à s'occidentaliser et à abandonner les dogmes de l'islam. Réforme ne signifie pas reniement, ni création d'une nouvelle religion.

Cette « occidentalisation » peut-elle être un frein à la volonté de réforme ?

Tout ce qui peut être perçu comme un reniement est évidemment un repoussoir. C'est l'Arabe chrétien Michel Aflak, le philosophe du Baas, qui mettait en garde contre la fabrication d'un « *islam cosmopolite qui se limite à l'adoration superficielle de Dieu et aux généralités ternes, et qui est en train de s'occidentaliser* ». D'ailleurs, on peut se demander ce que représente aujourd'hui le socle des valeurs dites occidentales : est-ce le matérialisme, l'individualisme, les déroutantes dérives sociétales ? En tout cas, c'est en lui-même et non en imitant des modèles extérieurs, qui sont loin d'être convaincants, que l'islam peut trouver la force de relever les défis actuels. Il faut donc rejeter la fausse alternative d'une confrontation opposant « conservatisme sclérosé », d'une part, et « occidentalisation progressiste », d'autre part. Ni intégrisme, ni perte d'identité !

Est-ce aux politiques, comme l'avaient fait Bourguiba ou Atatürk, de réformer l'islam ?

Sûrement pas ceux que vous citez ou leurs émules. Atatürk n'a pas réformé l'islam, il a voulu l'extirper de l'identité turque. Il détestait la religion. Là encore, ne confondons pas réforme et chamboulement. N'oublions pas non plus que les principales causes des dérives et des violences de notre temps sont politiques et non point théologiques. Des dirigeants ouvertement coupés des racines musulmanes de leurs peuples ne peuvent pas réformer, c'est-à-dire pratiquer l'*ijtihad*, qui est le fait de personnes qualifiées. De fait, vous posez la grande question à laquelle se confronte une religion sans clergé (à l'exception des minorités chiites, mais cela est une autre affaire) : qui peut pratiquer l'*ijtihad* ? Parfois la réponse est simple. Le roi du Maroc peut le faire, car il a la légitimité conférée par sa fonction de Commandeur des croyants et il est véritablement, aux yeux des Marocains, comme d'une grande partie des musulmans du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne, le garant de l'islam du juste milieu face aux extrémismes.

Mais pour les autres pays musulmans, l'*ijtihad* ne peut être que le fait des milieux religieux qualifiés, par exemple Al-Azhar en Égypte, la Zitouna en Tunisie ou des conseils de sages musulmans dans d'autres pays. La première tâche de ces sages, avec le soutien des dirigeants politiques, est de combattre l'ignorance qui entretient la routine, les superstitions et finalement l'extrémisme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. M.

À LIRE

Islam : l'avenir de la Tradition entre révolution et occidentalisation

Charles Saint-Prot éd. Le Rocher

La tradition islamique de la réforme

Charles Saint-Prot CNRS éditions.